

À REVOIR / CYCLE / LES MATINALES DE L'IFRIS

Les mises en économie de l'environnement

Les Matinales de l'Ifris sont organisées en partenariat avec l'Université Paris-Est (UPE), avec le soutien du Cnam.

 [Revoir la conférence](#)

Avec **Soraya Boudia** et **Dominique Pestre**.
Discutant : **Benjamin Coriat**

Autour du numéro spécial de la revue *Écologie & Politique* : *Les mises en économie de l'environnement*, publié sous la direction de Soraya Boudia et Dominique Pestre, n°52, 2016.

Contributions de : Soraya Boudia, Valérie Boisvert, Jean-Paul Gaudillière, Dominique Pestre, Morgan Robertson.

Après une présentation de ce numéro spécial par Soraya Boudia, professeure à l'Université Paris Descartes et Dominique Pestre, directeur d'étude à l'École des hautes études en sciences sociales, le débat sera introduit par **Laura Centemeri**, chargée de recherche au CNRS, membre du Centre d'études des mouvements sociaux (EHESS-CNRS). Ses travaux, en sociologie de l'environnement, portent notamment sur les réparations des dommages et la valuation de l'environnement. (cems.ehess.fr)

Benjamin Coriat, professeur à l'université de Paris 13, membre Centre d'économie de l'Université Paris Nord (Université Paris 13 / CNRS) et membre du CA du collectif des Économistes atterrés. Spécialisé en économie industrielle, de l'innovation et de la propriété intellectuelle, ses travaux récents portent sur les communs. (ifris.org/membre/benjamin-coriat)

Depuis une trentaine d'années, nous assistons à une floraison d'instruments économiques et de tentatives de construction de marchés spécifiques à l'environnement. De là, il n'y a qu'un pas qui est allègrement franchi par les militants critiques comme par une partie des sciences sociales, à savoir : 1/ que les marchés et instruments de marché » sont devenus les moyens par lesquels l'environnement, la biodiversité, les pollutions, le climat et la durabilité de Gaïa sont de fait pris en charge ; 2/ qu'il s'agit là d'une nouvelle étape de la marchandisation de la nature, d'un nouveau mouvement d'enclosure qui, à la suite du tournant néolibéral de la fin des années 1980, étend de manière inédite l'appropriation privée des communs et accentue la surexploitation des ressources naturelles.

En invitant à ne pas prendre pour acquis des discours et proposant une analyse de longue durée qui montre que la volonté de mettre en économie l'environnement précède largement le tournant néolibéral des années 1980, c'est la pluralité des formes de cette mise en économie qui est donnée à voir dans ce numéro. Il montre en particulier que ce n'est pas essentiellement par les « instruments économiques » (redevances et marchés de droits, calculs en coût/bénéfice et instruments financiers), qu'aujourd'hui, le capitalisme commande et légifère. Pour cela, ce numéro propose une lecture historique des régulations des dégâts engendrés par le développement sans précédent des activités industrielles depuis la seconde guerre mondiale, de revenir sur la complexité de formes de régulation qui combinent globalisation des échanges et explosion des productions, doxa économiste et rôle des entreprises multinationales et des États, normes environnementales et outils du management industriels, transformation des modes productifs et nouvelles formes d'hégémonie politique et discursive.

Dominique Pestre dresse un panorama de ces transformations. Il insiste sur l'extrême diversité des objectifs et outils mobilisés pour protéger l'environnement, sur le fait que les instruments de marché, s'ils occupent l'espace médiatique, ne sont ni les plus usités ni les plus décisifs.

Soraya Boudia explore les différentes logiques à l'œuvre dans l'essor de ces instruments avant le tournant néolibéral des années 1980 et tente de cerner les fonctions politiques qu'ils remplissent. L'article de Valérie Boisvert porte sur la période suivante et analyse les discours et pratiques des « marchés de la biodiversité » ; elle

montre qu'ils sont des formes de régulation dans lesquels les États sont centraux et cherche à caractériser précisément ces formes de compensation. En s'appuyant sur le cas de la biodiversité également, Morgan Robertson interroge, sur un plan plus théorique, la nature ces transformations en posant une question centrale, celle de la théorie de la valeur. Enfin, à propos de la santé globale depuis les années 1980, Jean-Paul Gaudillère montre que le recours au cadrage économique est moins le signe d'une simple privatisation et réduction du périmètre d'action des Etats qu'une transformation des rôles que ces derniers doivent jouer dans une écologie économique plus vaste.

+ [Entrée sur inscription gratuite et obligatoire](#)



29 septembre 2016

9h - 10h30

Paris Saint-Martin/Conté

[Envoyer un courriel](#) 

+ [pour en savoir plus](#)

